

De l'art d'user du bistouri

Les chirurgiens feraient-ils trop usage du bistouri ? L'hôpital public souhaite lancer la chasse aux opérations jugées « inutiles » face au déficit de la Sécurité sociale.

La Fédération hospitalière de France (FHF), qui regroupe les responsables du secteur public hospitalier, a lancé un groupe de travail pour lutter contre les opérations de chirurgie « inutiles », qui rendra ses propositions en novembre.

« Tout concourt à augmenter le volume, à pousser l'indication », regrette le président de la FHF, cardiologue et député UMP, Jean Leonetti. « Les médecins sont rémunérés à l'acte dans le privé. Dans le public, ils sont soumis à la règle de tarification à l'activité et le système de santé veut que pour avoir le même budget, il faut augmenter son volume d'activité de 1,7% par an », explique-t-il.

« C'est facile de dire que le privé dérive car on est payé à l'acte », a rétorqué Lamine Gharbi, de la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP), soulignant que la FHP mène une réflexion sur les actes inutiles de son côté.

La bonne pratique

Une opération est considérée « inutile » par la FHF quand elle n'est pas justifiée par des raisons strictement médicales ou qu'elle ne s'impose pas ou plus. « Si on met dix fois plus de yoyos, ces petits drains, dans les tympanes à tel endroit plutôt que dans le reste de la France, il y a plusieurs solutions. Soit les enfants français sont mal soignés, soit on en met trop à tel endroit, soit il y a une déviation de la pratique », explique M. Leonetti.

Autre exemple, les opérations de cataractes ou les césariennes, dont les chiffres peuvent doubler selon le territoire concerné.

Ainsi, selon la FHF, la dilatation des artères coronaires est cinq fois plus pratiquée dans certains endroits de Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'en Pays-de-Loire. Des statistiques qui résistent à une pondération avec l'âge des populations.

« La raison principale pour expliquer ces disparités et certains actes inutiles, c'est l'habitude de la pratique : On m'a appris comme ça ou on a toujours fait comme ça », affirme le député. « Ce n'est pas par plaisir ou par goût du lucre. Les considérations économiques peuvent aussi jouer un rôle, mais elles sont un des éléments, et pas l'élément déterminant ».

Ainsi, « entre 5% et 10% » des opérations chirurgicales seraient superflus, selon M. Leonetti. Mais pour Dr Philippe Cuq, président de l'Union des chirurgiens de France, « aucune étude ne peut appuyer ces chiffres ».

« Ces disparités peuvent s'expliquer par la répartition des médecins sur le territoire. Plus il y en a, plus il y a de soins », analyse-t-il.

La FHF laisse à la Haute autorité de santé (HAS) et aux « sociétés savantes » de médecins le soin d'évaluer les chiffres de la bonne pratique.